

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Scandales et tuyaux crevés

La police se découvre-t-elle en les renseignements généraux (RG) un organe gangrené ? Il y a tout lieu de le supposer au vu des limogeages en cascade d'officiers de ce département.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)- La chronique médiatique, ces temps derniers, a trouvé en les scandales impliquant des officiers des renseignements généraux de la police, voire des hauts responsables de ce corps, de quoi s'assaisonner. Lundi, à en croire des révélations faites par la presse, le patron des renseignements généraux au niveau de la wilaya de Annaba, Beldjilali Kamel, a été démis de ses fonctions.

La décision, prise par le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Tounsi, serait motivée par l'implication du mis en cause ainsi que d'autres officiers dans un chapelet de scandales. Cette sanction intervient après celle prononcée le week-end dernier par le même DGSN à l'encontre du patron du Service régional des renseignements et des recherches opérationnelles (SRRRO) au niveau de la même wilaya. Mais avant qu'il ne sévisse dans cette wilaya de l'est, le directeur général de la Sûreté nationale avait eu à s'illustrer à l'ouest, précisément dans la wilaya d'Oran où il suspendit de ses fonctions le premier respon-



Photo: Samir Sid

sable des renseignements généraux au niveau de la Sûreté de cette wilaya. Ce dernier se serait rendu coupable d'avoir gardé 18 grammes de résine de cannabis dans son bureau.

Auparavant, Ali Tounsi avait eu encore à suspendre de ses fonctions le patron des renseignements généraux de la Sûreté de la wilaya d'Alger (SWRG). Dans le sillage des responsables

des RG suspendus, sont tombés également deux autres officiers ainsi que le commissaire de l'arrondissement de Bab-El-Oued. Ces sanctions ont été motivées, rappelons-le, par une approximation dans le traitement d'un dossier d'habilitation d'un postulant à l'intégration du corps de la police. Hormis cette scabreuse affaire de cannabis dont se serait, en sus, rendu coupable le patron

des RG à Oran, il reste que, de manière générale, les responsables sanctionnés auraient eu le tort de se rendre auteurs d'un laxisme dans la récolte et la gestion du renseignement.

Et si le directeur général de la Sûreté nationale a décidé ainsi de «châtier» ces responsables des RG qui ont failli à leur mission et manqué à leur serment, c'est que le préjudice que leur

«nonchalance» a causé est grand. Relativement à la sécurité publique en général qu'à la subversion terroriste en particulier. Organe névralgique de la police nationale, les renseignements généraux ont la lourde tâche de fournir les éléments nécessaires à l'anticipation en matière de sécurité.

Et, évidemment, quand les RG viennent à être mal tuyautés ou à louper de faire bon usage des informations qu'ils récoltent, c'est l'inefficacité certaine qui atteint le corps entier de la police. Le directeur général de la Sûreté nationale semble s'être réveillé à cette réalité amère des renseignements généraux. Une réalité qui ne lui laisse pas de répit, puisque les sanctions n'ont de cesse de pleuvoir.

Reste à savoir maintenant si Ali Tounsi ne fait que réagir après coup à des scandales trop visibles ou alors, au contraire, son action participe d'une décision résolue à faire un profond lifting dans le corps. A se fier à ses déclarations d'il y a une année, il s'agirait de la mise à exécution d'un plan «tolérance zéro» à l'encontre des policiers ripoux.

A plus forte raison à l'encontre des responsables des renseignements généraux qui, eu égard à ce que la révélation donne à consigner comme scandales les impliquant, auraient oint leur métier d'une épaisse couche d'éclaboussure.

S. A. I.

LE NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE CONDUITE ENTRÉ EN APPLICATION LE 15 DÉCEMBRE

Les auto-écoles font de la résistance

Les mesures édictées par le ministère des Transports contenues dans le nouveau programme national d'apprentissage et d'examen pour l'obtention du permis de conduire, entré en vigueur le 15 décembre courant, ne semblent pas faire l'unanimité chez les professionnels. La Fédération nationale des auto-écoles (FNAE affiliée à l'UGCAA), par la voix de son président, Zine Eddine Aoudia, refuse de s'y conformer.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - De l'avis de ce dernier, la nouvelle réglementation est «irréalisable de par ses recommandations concernant certaines manœuvres». L'absence de circuit adéquat pour les examens de conduite notamment rend la mise en application de ces nouvelles mesures pratiquement impossible. A titre d'exemple, «le slalom entre cônes sur un circuit long de 500 à 700 mètres et large de 7 à 8 mètres instauré dans les récentes mesures ne peut être effectué en raison de l'inexistence de circuit adéquat pour ce type de manœuvre», a déploré Zine Eddine Aoudia.

Les mêmes appréhensions sont exprimées quant à l'inexistence d'espaces relatifs au créneau et au garage. Ce qui, selon les professionnels, engage «leur responsabilité dans l'utilisation du matériel en cas d'accident».

En effet, les moniteurs d'auto-écoles doivent eux-mêmes fournir le matériel, des barreaux en métal nécessaires à ce type de cours. De plus, à l'absence des circuits s'ajoutent d'autres mesures, elles

aussi contestées par les responsables d'auto-écoles. Il s'agit plus particulièrement de celle qui «autorise la mise sur voie express et autoroute l'apprenant avec la possibilité d'aller jusqu'à 110 km par heure alors que la loi interdit formellement cela et limite la vitesse à 80 km/h sur autoroute».

Une autre contradiction soulevée par les professionnels. Par ailleurs, concernant les heures d'apprentissage et d'enseignement, le président de la FNAE considère que l'obligation faite aux moniteurs d'introduire les examens de code après les 55 heures obligatoires de formation théorique (code) et pratique (créneau et conduite) est anti-pédagogique. «Sachant que les séances de formation peuvent prendre au moins deux mois, à la programmation de la première épreuve du code, le candidat aura oublié ses cours et risque donc de rater son examen», a encore souligné Zine Eddine Aoudia.

A cet égard, la Fédération nationale des auto-écoles appelle le ministre des Transports à geler et à réviser ce nouveau programme d'apprentissage. «Nous



Photo: Samir Sid

n'avons pas été associés à l'élaboration de ce programme national et nous n'allons donc pas l'appliquer», note encore le président de la FNAE qui affirme avoir

saisi officiellement le ministère des Transports à trois reprises sans qu'une suite soit donnée à leurs missives.

L. M.